

NOUVELLES ECONOMIQUES.

LE COMMERCE EXTERIEUR DE L'ANGLETERRE.

Pendant les huit premiers mois de 1912, le montant des importations s'est élevé en Angleterre à £471,863,694, contre £435,719,329 en 1911, marquant ainsi une augmentation de £36,144,365 pour l'année courante.

D'autre part, les exportations accusent une plus-value de £16,719,493 étant passées de £294,358,633 en 1911, à £311,078,126 en 1912.

LA PROTECTION DES MARQUES COMMERCIALES ANGLAISES.

Le "Times" annonce que le mouvement en faveur de la création d'une marque commerciale pour les objets fabriqués dans l'Empire britannique est en bonne voie. L'idée en revient à la British Empire League et elle a été approuvée peu après par la grande majorité des Chambres de Commerce de l'Empire.

A l'heure actuelle, dit le grand organe de la cité, les marques des firmes anglaises sont non seulement imitées par les concurrents étrangers, mais de considérables quantités d'objets manufacturés étrangers sont importés en Angleterre pour l'usage des firmes anglaises et réexportées ensuite avec l'estampille d'une marque anglaise. Il n'y a pas fraude dans ce cas, mais le procédé n'en est pas moins blâmable. Le moyen d'y mettre fin est d'adopter des marques pour tout objet manufacturé anglais. Les colonies de self-government sont favorables au projet et l'Empire Trade Mark Association aura fait oeuvre extrêmement utile en poursuivant jusqu'au bout sa campagne en faveur des marques commerciales de l'empire.

LA PRODUCTION HOUILLIERE DU ROYAUME-UNI EN 1911.

Le gouvernement britannique vient de publier un livre bleu donnant les statistiques relatives à l'industrie charbonnière pour 1911. La production totale de charbon pour le Royaume-Uni a été de 271,891,899 tonnes, en augmentation de 7,458,871 tonnes par comparaison avec celle de 1910. L'augmentation a été surtout marquée dans la région de Newcastle (2,156,190 tonnes), Durham (1,814,303), York et le Midland septentrional (1,195,176) et le Pays de Galles (1,500,745).

Le nombre des ouvriers de toutes catégories employés dans les mines en 1911 était de 1,067,213. Les houillères exploitées étaient au nombre de 3,325. Les accidents ont causé 1,265 décès parmi les mineurs, soit 510 de moins qu'en 1910.

UN TRUST DES CHEMINS DE FER ARGENTINS.

Les fusions de compagnies de chemins de fer dans l'Argentine se poursuivent sans interruption, et l'on voit poindre dès maintenant la constitution d'un trust gigantesque dont le but est de s'assurer le contrôle ou l'exploitation directe des plus grands réseaux du Brésil, de l'Uruguay, de l'Argentine et, plus tard, de la Bolivie et du Chili.

D'après le "South American Journal," un groupe nord-

américain et canadien, dont M. Percival Farquhar est l'âme, aurait offert, récemment, 250 millions de piastres pour le réseau des chemins de l'Etat argentin. Une proposition identique aurait été faite par le Central Argentin.

Le conseil des ministres de la République saisi de ces propositions aurait ajourné sa réponse jusqu'à ce qu'il connaisse les projets des acquéreurs éventuels en ce qui concerne l'extension des lignes en exploitation ou déjà concédées, et, en attendant, il aurait suspendu la vente des terres nationales dans le rayon des lignes actuellement en construction pour le compte de l'Etat.

On dit que le nouveau ministre des finances serait favorable à l'acceptation de l'une ou l'autre de ces propositions, mais que le ministre des travaux publics ferait des réserves.

Le réseau de l'Etat dont il s'agit dessert les provinces du nord-ouest de la République, confinant aux Andes ou à la Bolivie.

LES MAGASINS SUR LA RUE ST-DENIS

La rue St-Denis se commercialise, des magasins commencent à s'y établir et ne tarderont pas à créer dans cette partie si centrale de la ville une activité comparable à celle de la rue Ste-Catherine. Nous ne pouvons que nous en réjouir; mais ce qui met une ombre au tableau, ce qui inquiète ceux qui ont le souci de la beauté de Montréal, c'est de voir que ces magasins qui ouvrent leurs portes sur cette rue si fréquentée et bien destinée à tenter les commerçants entrepreneurs, c'est de voir — disons-nous — que les magasins récemment établis empiètent sur le trottoir au lieu de rester dans les limites de l'alignement des maisons.

Il faut imputer cette pratique aux escaliers inélégants qui obstruent nos rues et rejettent les magasins dans des renforcements peu avantageux. Ceux qui désirent se mieux faire remarquer des passants, s'installent au ras de la ligne formée par le dernier échelon des escaliers qui ornent si disgracieusement nos maisons d'habitation et y font édifier des barriques biscornues et mesquines dont l'effet n'a rien de recommandable pour l'esthétique.

On s'est plaint, avec raison, que la plupart des rues commerciales de Montréal étaient trop étroites, l'une d'entre elles pouvait voir son intensité d'affaires augmenter sans rien perdre de ses proportions spacieuses qui étaient si appréciées de tous et voilà qu'elle menace de devenir comme tant d'autres une rue étroite, sans symétrie, inégalement construite, bordée de magasins ayant l'air de bazars ambulants avec leurs dimensions réduites; et franchement, il y a de quoi émouvoir l'opinion publique qui ne fait pas fi, autant qu'on pourrait le croire, de ce point de vue de l'esthétique.

Les commerçants qui construisent ces magasins hors de l'alignement des maisons courent les risques de voir leur bâtisses supprimée par une expropriation ultérieure de la ville, ce qui ne saurait manquer de se produire tôt ou tard. Il conviendrait certainement que les autorités compétentes prissent les mesures susceptibles de remédier à cet état de choses; le jour où grâce à leur action, les escaliers si malencontreusement construits sur la chaussée se trouveront relégués à l'intérieur des maisons, on verra s'ouvrir sur la rue St-Denis de nombreux magasins dont l'éclat et la splendeur ne le céderont en rien à ceux des autres rues de la ville, et tout le quartier y gagnera sans que la commodité de la circulation et l'aspect confortable de cette portion de Montréal en ait subi quelque amoindrissement.